

Note de Conjoncture n° 3-2003

La situation économique au Luxembourg :

Évolution récente et perspectives

Le STATEC vient de publier, sur son site Internet, la Note de Conjoncture n°3-2003 qui présente, entre autres, les dernières prévisions macro-économiques réalisées par le STATEC. Celles-ci constituent une révision des prévisions de printemps publiées dans la Note de Conjoncture no. 2 et intègrent de nouvelles données liées à l'évolution conjoncturelle récente.

Cette Note retrace aussi la situation économique au Luxembourg, telle qu'elle se présente au 3^{ème} trimestre de 2003. L'évolution récente des principales branches d'activité, l'inflation, les salaires, les relations économiques extérieures et le marché du travail y sont traités en détail. L'économie luxembourgeoise a connu dans l'ensemble un deuxième trimestre 2003 relativement difficile, mais les perspectives semblent s'améliorer sensiblement à partir du troisième trimestre, exception faite pour le marché du travail qui devrait continuer de ralentir.

La croissance réelle du PIB attendue pour 2003 s'élève à 1.2%, un résultat globalement en ligne avec la précédente estimation. Les prévisions pour 2004 ont été revues à la baisse, notamment du fait de la dégradation de l'environnement international et de la prise en compte de la politique budgétaire plus restrictive des administrations publiques annoncée pour 2004.

Prévisions macro-économiques: une mise à jour

Les hypothèses révisées

Les principales organisations internationales prévoient une hausse du PIB en volume de la zone UE15 de 0.5% en 2003 et de légèrement moins de 2% en 2004. En conséquence, le STATEC a révisé à la baisse ses hypothèses en matière de demande internationale. Celle-ci augmenterait de quelque 2% en 2003 et de 5% en 2004.

Le Budget en exécution pour l'année 2003, ainsi que le Projet de Budget pour 2004, entraînent une évolution moins forte de la consommation publique que celle que le STATEC avait retenue dans ses prévisions du mois de juillet (cf. NDC 2/2003).

En dépit de cette révision à la baisse de l'évolution des dépenses publiques pour 2003 et 2004, la politique budgétaire peut être qualifiée d'expansionniste car elle laisse jouer, du moins partiellement, les stabilisateurs automatiques, soutenant ainsi la conjoncture.

En ce qui concerne le secteur financier, l'évolution des cours boursiers, des actifs nets gérés par les OPC au Luxembourg et des commissions nettes perçues par les banques incitent à revoir à la baisse l'évolution nominale des exportations de commissions pour 2003. Pour 2004, on prévoit une légère accélération des exportations de commissions (en volume) en raison des perspectives économiques générales améliorées, pour autant que la reprise se matérialise.

Début octobre, nombre de données conjoncturelles mensuelles sont déjà disponibles pour 2003: deux trimestres de données relatives à l'activité des branches et aux relations extérieures et trois trimestres de données relatives aux prix et au marché du travail. Ces nouvelles informations permettent d'améliorer les prévisions.

Tableau 1: Évolution macro-économique, 2003-2004

	1985-2002	2001	2002	2003	2004
	Taux de croissance en % (ou spécifié autrement)				
<i>Principales variables exogènes</i>					
Demande mondiale (biens et services en volume, moyenne)	5.2	1.1	-0.6	2.2	5.2
PIB UE15	2.3	1.6	1.1	0.5	1.9
VAB services non-marchands	3.9	4.1	2.5	2.8	2.3
Secteur bancaire: exportations de commissions	16.0	-0.4	-2.6	1.0	3.0
Services d'intermédiation financière	5.9	3.7	-1.1	-1.0	3.0
Prix pétroliers (USD/baril)	...	24.4	24.9	28.1	25.7
Taux de change (1 EUR= ... USD)	...	0.90	0.95	1.12	1.13
<i>Principales variables endogènes</i>					
PIB (vol.)	5.6	1.2	1.3	1.2	2.0
Consommation finale des ménages et ISBLSM	3.7	4.5	2.3	1.6	1.9
Consommation finale des administrations publiques	5.1	7.0	4.2	3.8	2.1
Formation brute de cap. fixe (hors var. stocks)	7.9	10.1	-1.4	0.5	1.9
Exportations de biens et services	7.7	2.6	-0.3	1.6	3.7
Importations de biens et services	7.2	4.8	-1.6	2.0	3.9
PIB (Mrd. EUR courants)	...	21.99	22.40	23.04	24.15
Emploi total intérieur	3.4	5.6	3.1	1.7	1.1
Emploi salarié intérieur	3.8	6.0	3.3	1.8	1.1
Prix à la consommation (déflateur comptes nationaux)	2.4	3.3	2.3	2.0	1.8
Echelle mobile des salaires	2.2	3.1	2.1	2.1	1.4
Coût salarial moyen	4.1	3.7	3.2	2.6	2.1
Taux de chômage (inscrit ADEM) ¹	2.1	2.6	3.0	3.8	4.1

Source: STATEC, ADEM, IGSS (1985-2002: chiffres observés; 2003-2004 prévisions)

¹ En % de la population active

Les résultats

L'évolution attendue du PIB est de 1.2% en volume en 2003, après une hausse de 1.3% en 2002. Par rapport aux prévisions publiées dans la NDC 2-03, la dégradation de l'environnement international a causé une révision à la baisse de la croissance du PIB de 0.5%, le moindre dynamisme budgétaire, quant à lui, a ôté 0.2% de croissance. La bonne tenue de la consommation des ménages et de l'activité dans diverses branches plaident en faveur d'une conjoncture stable plutôt qu'en perte de vitesse par rapport à 2002.

Cette bonne tenue de certaines branches exportatrices (industrie) et domestiques (commerce, divers services aux entreprises et aux ménages) semble être à l'origine également de la plus forte résistance de l'emploi. Ce dernier poursuit bien son ralentissement mais de façon moins prononcée que prévu encore il y a quelques mois. Le STATEC table sur une hausse moyenne de l'emploi intérieur de 1.7% en 2003 contre 1.4% précédemment.

En 2004, la conjoncture nationale subirait davantage l'effet de la révision à la baisse des dépenses publiques par rapport aux prévisions de juillet. Le volume des crédits figurant dans le projet de Budget impliquerait une révision à la baisse de la croissance du PIB de 0.6%. Il s'explique dans son ampleur par la part des dépenses publiques (consommation et investissement) dans le PIB qui s'élève à quelque 22% en moyenne de 1985 à 2002. De plus, cet effet aurait des répercussions sur d'autres branches domestiques comme par exemple la construction et certains services. Cet effet ne tient pas compte d'une éventuelle modification du comportement des agents économiques face aux changements de la politique budgétaire, qui laisse planer une certaine incertitude quant à l'effet total des variations de dépenses publiques sur le cycle des affaires.

Ajoutant à cela la révision à la baisse de la croissance due à l'environnement mondial plus défavorable, le PIB devrait augmenter de quelque 2% en volume en 2004. Rappelons que le STATEC avait encore prévu au printemps une hausse de 2.8% dans son scénario central et de 2.5% dans son scénario alternatif plus défavorable.

Ainsi faut-il prévoir également une évolution plus défavorable de l'emploi en 2004 et une hausse plus importante du chômage. L'emploi total intérieur devrait revenir à quelque +1% en hausse annuelle moyenne en 2004 et le chômage (enregistré, au sens strict) passer à plus de 4% de la population active.

Le STATEC n'a pas apporté de modifications majeures aux variables prix et salaires relatives à l'économie luxembourgeoise. L'évolution prévue du coût salarial moyen pour 2003 a été revue légèrement en hausse à +2.6%. Avec une inflation de près de 2% en 2003 et en 2004, la prochaine tranche indiciaire échoirait début 2005.

Évolution récente de la conjoncture

Tableau 2: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Production par jour ouvrable		Chiffre d'affaires en volume		Chiffre d'affaires en valeur		Résultat brut avant provisions		Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises	Services collectifs et domestiques		
	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93		
	Taux de variation annuels en %										
1997	5.8	...	17.6	5.9	9.5	20.5	8.6	22.2	...	...
1998	8.1	...	3.9	4.4	12.3	28.3	14.3	9.5	...	...
1999	1.5	...	3.1	6.5	17.8	-16.5	1.2	8.7	6.6	6.6	
2000	5.1	3.2	10.4	4.9	17.7	25.6	12.4	11.6	7.4	7.4	
2001	3.1	2.0	0.3	3.1	8.4	-1.5	4.3	18.1	6.9	6.9	
2002	0.4	2.1	2.3	1.3	4.7	-0.7	0.4	11.2	5.8	5.8	
2003 ¹	1.8	-2.2	6.5	-6.7	0.1	-8.1	-2.6	13.7	6.1	6.1	
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %										
	Taux de variation annuels en %										
T1 01	4.5	0.1	0.8	4.9	14.3	-12.3	15.4	24.4	7.8	7.8	
T2 01	-2.6	1.0	2.4	4.9	14.8	2.3	8.0	13.4	7.2	7.2	
T3 01	0.2	3.3	-0.3	-0.1	1.6	-0.9	-0.7	25.4	6.6	6.6	
T4 01	-0.7	1.1	-1.6	2.9	3.6	-1.5	-3.0	11.3	5.9	5.9	
T1 02	0.1	-0.4	2.5	2.9	-0.1	2.2	-2.4	7.5	6.0	6.0	
T2 02	3.6	2.7	1.0	0.9	-2.2	-11.0	6.1	12.6	5.6	5.6	
T3 02	-3.3	-4.2	1.2	2.8	9.0	-0.7	-0.6	10.5	5.8	5.8	
T4 02	1.6	1.2	4.6	-1.0	12.4	5.1	-1.1	13.9	5.9	5.9	
T1 03	1.5	-1.0	6.5	-7.8	-0.1	-4.7	0.3	16.0	1.3	1.3	
T2 03	-0.3	0.3	6.4	-5.8	0.3	-10.0	-5.3	11.5	...	...

¹ Industrie= 7 mois, Services collectifs et domestiques= 5 mois, autres= 6 mois.
Source: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

Un deuxième trimestre à la traîne

En phase avec l'évolution des autres économies européennes, l'activité économique au Luxembourg a donné des signes de fléchissement sur le second trimestre 2003. Toutefois, sur l'ensemble du premier semestre, la plupart des principaux indicateurs n'ont pas viré au rouge, contrairement à ce qui s'est passé dans quelques-uns des pays voisins qui ont été ou sont en récession. Nombre d'indicateurs bien orientés font croire à une variation faible mais positive de l'activité économique, proche de celle notée pour les deux années précédentes.

L'industrie, alors qu'elle affichait une expansion sur le trimestre précédent, a vu sa production se replier de mars à juin (-0.3%), principalement dans le domaine des biens d'équipement qui souffrent d'une modération des investissements à l'échelle européenne. Dans le domaine de la construction, même si le niveau de production reste globalement élevé, la baisse constatée sur les mois précédents dans le domaine du bâtiment s'est renforcée sur le deuxième trimestre, principalement du fait de la moindre activité dans le non-résidentiel.

Le secteur des transports et communications doit se contenter d'une stagnation globale de l'activité sur le second trimestre et pour l'HORECA, le repli constaté lors du premier trimestre s'est poursuivi sur les mois de printemps.

L'évolution boursière plus favorable à partir du mois d'avril n'a pas encore permis au secteur financier luxembourgeois de se redresser. A l'instar de nos voisins européens, il se trouve en période de convalescence et doit encore se soumettre à un régime sévère de maîtrise des dépenses, non sans conséquences sur l'emploi qui a poursuivi sa décline dans les banques de la Place.

La baisse d'activité quasi-générale sur le second trimestre se confirme aussi au niveau des résultats de la balance des paiements, les exportations de biens et de services affichant un net recul sur la période.

Des perspectives améliorées pour le second semestre

L'opinion des acteurs économiques de la zone euro sur les perspectives de croissance connaît un regain d'optimisme sur les derniers mois. Même si pour l'instant il existe peu de résultats tangibles d'une éventuelle reprise, cette évolution constitue un terreau fertile au développement car une confiance accrue peut se traduire par des décisions d'investissement ou de consommation.

Comme pour l'ensemble de la zone euro, la production industrielle du Luxembourg s'est orientée nettement à la hausse sur le mois de juillet. Et les résultats des enquêtes d'opinion auprès des industriels luxembourgeois laissent présager d'un bon troisième trimestre. Les perspectives de la construction semblent peu réjouissantes dans le non-résidentiel, mais pour le secteur résidentiel en revanche, on assiste depuis plusieurs mois à une hausse soutenue des autorisations de bâtir et des crédits à l'habitat. La demande en logements toujours très forte se concrétise par des décisions d'investissement de la part des ménages, favorisées par des taux d'intérêts très faibles.

Certains services marchands, principalement ceux fournis aux entreprises, continuent aussi, bon an mal an, à voir leurs résultats progresser tant en termes de chiffres d'affaires qu'en emplois.

Les inquiétudes des professionnels luxembourgeois du secteur financier face au projet de loi d'amnistie fiscale dans certains pays voisins se sont quelque peu dissipées, ce qui devrait leur permettre de mieux se concentrer sur les défis liés à la mise en place de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne.

Au niveau du marché du travail, la croissance de l'emploi se stabilise autour de 2% en rythme annuel, alors qu'elle était en forte diminution depuis 2001. Cette croissance reste cependant insuffisante dans le sens où elle ne permet pas encore d'entraîner une baisse du taux de chômage. Ce dernier continue à augmenter, sur un rythme élevé il est vrai, mais qui n'accélère plus.

Enfin, l'inflation et la progression des coûts salariaux restent à des niveaux qui s'alignent sur ceux de la zone euro, ce qui représente un gage de stabilité vis-à-vis de l'environnement international. Citons néanmoins une inflation sous-jacente qui tarde à se replier, alimentée par la tranche indiciaire échue en août et certaines hausses de prix "administrés".

Tableau 3: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

	avr-03	mai-03	juin-03	juil-03	août-03	sept-03	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire							
Prix, salaires								
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.2	1.9	1.8	1.6	2.0	2.1	1.9	2.0
Inflation sous-jacente	2.1	2.1	2.0	1.7	2.0	2.2	2.0	2.4
Prix pétroliers	4.9	-1.8	-3.7	-0.9	0.0	0.2	-0.2	-6.9
Indice des prix à la production industrielle	1.8	2.5	2.1	0.4	0.3	...	0.9	-0.8
Indice des prix à la construction ¹	.	.	.	.	.	.	2.5	3.0
Coût salarial moyen, par mois et par personne	3.8	1.8	2.2	...	...	...	2.6	1.7
Commerce extérieur								
Exportations de biens en volume ²	...	...	...	...	...	...	...	...
Importations de biens en volume ²	...	...	...	...	...	...	...	...
Emploi, chômage								
Emploi salarié intérieur	2.0	1.8	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.8
Emploi national	1.0	0.9	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.4
Taux de chômage (en % de la population active)	3.6	3.6	3.5	3.6	3.6	3.9	3.7	2.9

Source: STATEC

¹ Données seulement disponibles trimestriellement; 2003 premier trimestre (estimation)

² Pour des raisons techniques, la publication des résultats des valeurs unitaires à l'exportation et à l'importation est suspendue. Les évolutions "en volume" des exportations et importations de biens le sont donc également.

Une version électronique complète de la Note de Conjoncture n°3-2003 et un résumé en anglais sont disponibles gratuitement sur le site Internet du STATEC à l'adresse http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/index.html. La version imprimée sera disponible prochainement au STATEC, B.P. 304, L-2013 Luxembourg, tél.: 478-4377 / fax 46 42 89, E-mail: info@statec.etat.lu, au prix de 2.90 EUR.

Bureau de presse:

Guy ZACHARIAS

Tél: 478 - 4281

Fax: 26 20 19 02

E-mail: guy.zacharias@statec.etat.lu

Pour en savoir plus:

Unité: C2 - Conjoncture

Contact: Bastien LARUE

Tél: 478 - 4339

Fax: 24 18 12

E-mail: bastien.larue@statec.etat.lu

Publié par le **statec**

6, bd Royal, L-2449 Luxembourg, tél. 478-4219, fax 26 20 19 02, e-mail info@statec.etat.lu, www.statec.lu